

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 17 au 23 juin 2017

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 17 au 23 juin 2017

26/06/2017

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 17 au 23 juin 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une synthèse relative aux saisines et aux décisions du Conseil constitutionnel.

Saisine :

- **Affaire n° 2017-653 QPC du 16 juin 2017** : Code du travail, articles L. 3121-1 à L. 3121-8 et L. 3121-41 à L. 3121-47 dans leur rédaction issue de l'article 8 de la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Décisions rendues et non publiées :

- **Cons. const., 23 juin 2017, n° 2017-639 QPC [Amende sanctionnant le fait d'omettre sciemment de déclarer une part substantielle de son patrimoine] :**

« Article 1er. - Les mots « d'omettre sciemment de déclarer une part substantielle de son patrimoine ou » figurant au paragraphe 1 de l'article 5-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, dans sa rédaction issue de la loi n° 2011-412 du 14 avril 2011 portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique, sont conformes à la Constitution. »

- **Cons. const., 23 juin 2017, n° 2017-640 QPC [Condition d'éligibilité du conseiller communautaire représentant une commune ne disposant que d'un seul siège au sein d'un EPCI] :**

« Article 1er. - Les mots « et c » figurant à la première phrase du septième alinéa du 1° de l'article L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, sont conformes à la Constitution. »

Décisions rendues et publiées :

- **Cons. const., 16 juin 2017, n° 2017-637 QPC [Refus d'accès à une enceinte sportive et fichier d'exclusion], publiée au *Journal officiel* du 17 juin 2017 :**

« Article 1er. - Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 332-1 du code du sport, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-564 du 10 mai 2016 renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme, sont conformes à la Constitution ».

- **Cons. const., 16 juin 2017, n° 2017-638 QPC [Sursis d'imposition en cas d'échanges de titres avec soulte], publiée au *Journal officiel* du 17 juin 2017 :**

« Article 1er. - Le troisième alinéa de l'article 150-0 B du code général des impôts, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, est conforme à la Constitution ».

La Rédaction législation

© LexisNexis SA